

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE  
DÉPARTEMENT DE MAYOTTE

CONSEIL DEPARTEMENTAL

Commission Permanente du mercredi 04 septembre 2024

Membres en exercice : 26  
Présents : 20  
Procuration(s) : 5  
Absent(s) : 1  
Nombres de votants : 25  
Votes pour : 25  
Vote(s) contre : 0  
Abstention(s) : 0  
Date de la convocation : lundi 26 août 2024

DELIBERATION N°DL\_CP2024\_0202

Relative à la prorogation du soutien financier accordé à la commune de Bandréle pour son projet relatif aux travaux prioritaires de gestion des eaux pluviales

L'an deux mille vingt-quatre, le quatre septembre, à 09h00, le Conseil Départemental de Mayotte s'est réuni en Commission Permanente, en application de l'article L. 3121-19 du code général des collectivités territoriales, sur convocation et sous la présidence de Monsieur Ben Issa OUSSENI, Président du Conseil départemental de Mayotte.  
Cette séance s'est tenue à l'hémicycle Younoussa BAMANA.

**Conseillers départementaux présents :**

Monsieur Ben Issa OUSSENI, Monsieur Ali OMAR, Madame Zouhourya MOUAYAD BEN, Madame Bibi CHANFI, Monsieur Daoud SAINDOU MALIDE, Monsieur Madi Moussa VELOU, Madame Nadjima SAID, Monsieur Alain SARMENT, Madame Maymounati MOUSSA AHAMADI, Madame Echati ISSA, Monsieur El Anrif HASSANI, Madame Farianti MDALLAH, Madame Laini ABDALLAH BOINA, Monsieur Soibahadine NDAKA, Monsieur Nadjayedine SIDI, Monsieur Abdoul KAMARDINE, Monsieur Daniel ZAIDANI, Monsieur Saindou ATTOUMANI, Madame Soihirat EL HADAD, Madame Hélène POLLOZEC

**Conseillers départementaux représentés :**

Madame Mariam SAID KALAME donne pouvoir à Madame Hélène POLLOZEC,  
Monsieur Soula SAID SOUFFOU donne pouvoir à Monsieur Alain SARMENT,  
Madame Rosette VITTA donne pouvoir à Monsieur Soibahadine NDAKA,  
Monsieur Elyassir MANROUFOU donne pouvoir à Madame Laini ABDALLAH BOINA,  
Madame Zaounaki SAINDOU donne pouvoir à Monsieur Ben Issa OUSSENI

**Conseillère départementale absente :**

Madame Zamimou AHAMADI a quitté la salle

**Secrétaire de séance désignée :**

Madame Hélène POLLOZEC

Le Président constate que le quorum est atteint,

- Vu le code général des collectivités territoriales ;
- Vu la délibération N°DL\_P2021\_0197 du 1er juillet 2021 relative à l'élection de Monsieur Ben Issa OUSSENI en qualité de Président du Conseil Départemental de Mayotte ;
- Vu la délibération N°DL\_AP2021\_0203 du 19 juillet 2021 relative aux délégations du Conseil Départemental données à sa Commission Permanente ;
- Vu la délibération N°DL-AP2024-019 du 09 avril 2024 relative à l'adoption du Budget Primitif 2024 du Conseil départemental de Mayotte ;
- Vu l'avis de la Commission des Finances et des affaires européennes du 02 septembre 2024.

Après en avoir délibéré, à l'unanimité des présents et des représentés,

Le Conseil Départemental,

### DECIDE

**Article 1 :** de reconduire le soutien financier de **1 680 000 €** du conseil départemental au projet présenté par la commune de Bandrélé, selon le tableau ci-après :

Porteur du projet	Intitulé du projet	SUIVI FINANCIER				Montant versé par le CD	Montant à reconduire
		Montant total du projet	Participation du CD	Commune de Bandrélé	FCTVA		
Commune de Bandrélé	Travaux prioritaires des gestion des eaux pluviales	3 000 000€	2 400 000€	107 880€	492 000€	720 000€	1 680 000€
TOTAL		3 000 000€	2 400 000€	107 880€	492 000€	720 000€	1 680 000€

**Article 2 :** d'accorder un délai de trois ans (3 ans) à compter de la signature de la convention à la commune pour finaliser le projet et demander le solde de l'opération ;

**Article 3 :** d'autoriser Monsieur le Président du Conseil départemental à signer tous les actes nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération ;

**Article 4 :** de préciser que la commune de Bandrélé devra impérativement engager toutes les démarches nécessaires qui s'imposent pour déposer toutes les demandes de paiement restant et solder in fine l'opération susvisée dans un délai de trois ans à partir de la signature de la convention s'y afférant. Dans le cas contraire, le soutien financier du Département deviendra caduc et la commune de Bandrélé devra rembourser l'intégralité des sommes perçues. Aucune autre dérogation n'y sera accordée ;

**Article 5 :** en application des dispositions de l'article R. 421-1 et suivants du code de justice administrative, cette délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif de Mamoudzou dans les deux mois qui suivent sa publication « et affichage » et sa transmission au Représentant de l'Etat dans le Département.

Pour extrait certifié conforme  
Le Président du Conseil départemental

  
Ben Issa OUSSENI